

**CONVENTION DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ÉTABLIE ENTRE LA
MANCOMUNIDAD DE SERVICIOS TXINGUDI-TXINGUDIKO ZERBITZU
MANKOMUNITATEA (ROYAUME D'ESPAGNE) ET LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE) RELATIVE AU
RACCORDEMENT ET AUX REJETS DES EAUX USÉES DANS LE RÉSEAU
D'ASSAINISSEMENT**

À Irun, le 31 mars 2018

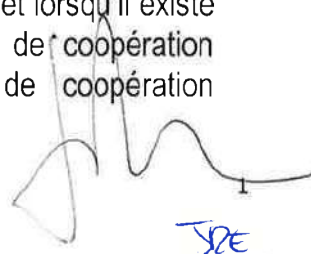
ÉTANT RÉUNIS

D'une part, M. JEAN-RENÉ ETCHEGARAY, Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et la représentant,

De l'autre, M. JOSÉ ANTONIO SANTANO CLAVERO, Président de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea et la représentant,

ILS EXPOSENT

1.- Le traité de Bayonne de 1995 entre le Royaume d'Espagne et la République française sur la coopération transfrontalière entre entités territoriales, signé conformément à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales signée à Madrid le 21 mai 1980, a posé les bases pour faciliter et promouvoir la coopération transfrontalière entre les entités territoriales françaises et espagnoles. Conformément à l'article 3 du traité, les entités territoriales des deux côtés de la frontière peuvent entreprendre des actions de coopération transfrontalière lorsque l'objet de cette coopération relève, en vertu du droit interne de chacune des parties contractantes, de la compétence de l'une ou de l'autre entité territoriale et lorsqu'il existe un intérêt commun entre elles. En outre, la conclusion d'accords de coopération transfrontalière entre entités territoriales constituera le moyen de coopération transfrontalière prévu par le traité.



JRE

Pour sa part, le décret royal n° 1317/1997 du 1er août, relatif à la notification préalable à l'administration générale de l'État des accords de coopération transfrontalière, prévoit la procédure nécessaire pour que ce type d'accord prenne effet.

Dans le cadre de la coopération transfrontalière, le 6 février 2008, en prévision de la fermeture imminente de la station d'épuration de la Rue de l'Autoport qui traitait les eaux usées des quartiers des Joncaux, de Béhobie (Urrugne) et de Biriadou, car elle n'était pas aux normes en vigueur et afin d'éviter des rejets dans la Bidassoa et de garantir une protection environnementale adaptée, la Communauté de Communes Sud Pays Basque d'alors et la Mancomunidad de Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea (désormais la Mancomunidad) ont souscrit une convention prévoyant le raccordement du réseau d'assainissement d'Hendaye sur celui de la Mancomunidad pour retraiter les eaux usées venant des quartiers suscités.

2.- Le 1^{er} Janvier 2013, La Communauté de Communes Sud Pays Basque, signataire de la convention de 2008, est devenue Agglomération Sud Pays Basque. Le 1^{er} janvier 2017, l'Agglomération Sud Pays Basque a intégré la Communauté d'Agglomération Pays Basque, qui est désormais la collectivité compétente pour l'Eau et l'Assainissement sur le territoire français concerné des communes d'Hendaye, Biriadou et Urrugne.

3.- Avant la date d'expiration de la convention, le 5 février 2018, et étant donné la nécessité de la Communauté d'Agglomération Pays Basque de maintenir le raccordement du Réseau d'assainissement des quartiers concernés à celui de la Mancomunidad, pour la collecte et l'épuration des eaux usées, les parties ont convenu de souscrire une nouvelle convention dans laquelle certains aspects seront révisés et mis à jour après un bilan commun de la convention précédente.

4.- La Mancomunidad est compétente en matière de services correspondant au cycle intégral de l'eau, de l'approvisionnement en eau potable à l'assainissement, en vertu de ses statuts, dans le cadre desquels la souscription de conventions transfrontalières pour la prestation de services hors de ses limites territoriales est expressément prévue.

5.- Les entités signataires de cette convention considèrent que le maintien du raccordement au réseau d'assainissement de la Mancomunidad, dont la station d'épuration d'Atalerra dispose d'une capacité supérieure à ses besoins, présente un intérêt commun, dans la mesure où il permet d'éviter des rejets polluants dans la Baie de

Txingudi. Cet espace transfrontalier commun est ainsi préservé et la problématique des rejets d'eaux usées des quartiers des Joncaux, de Béhobie et de Biriadou résolue. En tout état de cause, la prestation du service objet de la présente convention ne représente en aucun cas une entrave ni un manque de considération vis-à-vis du service de la Mancomunidad.

6.- Étant donné la Convention Cadre Européenne sur la coopération transfrontalière des entités ou autorités territoriales du 21 mai 1980 et le Traité liant la République Française et le Royaume d'Espagne relatif à la Coopération Transfrontalière entre entités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995.

7.- Sur la base de l'article 35. II.8 du Code des Marchés Publics relatif à l'attribution d'un marché public à un opérateur économique déterminé, sans procédure de publicité et de mise en concurrence préalable, pour des raisons techniques.

En vertu de quoi, les deux entités jouissant de la capacité suffisante, décident de concrétiser la présente convention conformément aux

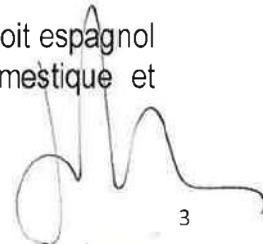
DISPOSITIONS

Article 1.- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions régissant le rejet et le traitement des eaux usées domestiques et industrielles des quartiers des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou, figurant sur le plan joint à **l'annexe I**, au réseau d'assainissement de la Mancomunidad, par le point de branchement installé à cet effet, conformément à l'article 6 de ladite convention.

Article 2.- LÉGISLATION APPLICABLE

La présente convention sera appliquée conformément aux dispositions du droit espagnol et français applicables à l'assainissement des eaux usées d'origine domestique et industrielle.



3
JRG

Article 3.- CATÉGORIES D'EAUX AUTORISÉES AU REJET

Les eaux usées suivantes pourront être rejetées dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad :

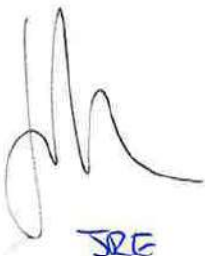
- Les eaux domestiques, dont les eaux grises (lessive, cuisine, salle de bains et ménage...) et les eaux noires (urine et matières fécales).
- Les eaux d'origine industrielle autorisées au rejet et dont les caractéristiques sont compatibles avec le mode de traitement choisi.

Les rejets d'origine industrielle doivent être conformes aux interdictions et limitations établies par l'ordonnance réglementant les rejets dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea en vigueur (voir l'ordonnance en vigueur à l'**annexe II**). Dans le cas où les rejets d'eaux usées industrielles ne seraient pas conformes aux limites imposées par la Mancomunidad, la Communauté devra exiger de la société responsable la mise en place d'un prétraitement pour adapter les eaux rejetées aux limites fixées par ladite ordonnance.

Article 4.- OBLIGATION D'INFORMATION

En ce qui concerne les rejets de sources industrielles, la Communauté remettra les documents suivants à la société de gestion de la Mancomunidad, à savoir Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA, dans un délai de 6 mois à compter de la signature de celle-ci :

- La liste des entreprises raccordées au réseau d'assainissement et disposant d'un prétraitement ou d'une autorisation de rejet, avec indication de leur activité, du débit et des charges polluantes caractéristiques des rejets.
- Les mesures de contrôle établies pour veiller à ce que les rejets d'eaux usées industrielles soient conformes aux conditions requises. En tout état de cause, la Communauté doit signaler immédiatement à la société de gestion de la Mancomunidad toute situation d'urgence dont elle aurait connaissance et relative aux rejets de substances interdites ou à des concentrations non autorisées, afin de permettre l'adoption des mesures nécessaires pour réduire les dommages éventuels.



SRG

Avant d'effectuer dans le système d'assainissement un rejet de substances dangereuses, comme celles définies à l'article 245.5.d) du Décret Royal 849/1986, du 11 avril, approuvant le Règlement du domaine public hydraulique et, en particulier, les substances citées aux annexes I et II de la directive 2013/39 UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013, qui vient modifier les Directives 2000/60/CE et 2008/105/CE concernant les substances prioritaires dans le domaine de la politiques des eaux ou d'un volume annuel estimé de plus de 3 000 m³, la Communauté se doit d'en informer Servicios de Txingudi – Txingudiko Zerbitzuak, S.A., qui devra produire un rapport préalable à la délivrance du permis autorisant les rejets de ce type, dans le cadre de la présente convention.

La Communauté transmettra chaque année la liste des entreprises disposant d'une autorisation de rejet, en précisant leur activité, les volumes et les charges polluantes caractérisant les rejets.

De plus, il est obligatoire de déclarer le raccordement au réseau général d'assainissement de groupes de population ou d'entités différenciées supérieures à 450 équivalents habitants, ou si l'ensemble des consommateurs nouvellement raccordés provoque une augmentation totale de charge supérieure à 450 équivalents habitants.

Les extensions dûment autorisées et communiquées entraîneront la révision automatique de la part des Servicios de Txingudi – Txingudiko Zerbitzuak, S.A. de la charge polluante estimée en fonction des équivalents habitants et prévue par l'article 11 de la présente convention (5 800 équivalents habitants), dont le résultat sera communiqué à la Communauté.

Pour sa part, la Mancomunidad mettra à la disposition de la Communauté toutes les informations concernant la gestion technique du traitement des eaux usées réalisée à la STEP d'Atalerreka, station qui traitera les eaux usées des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou.

Seront également transmis les bilans de surveillance automatique de la STEP et, en particulier, les résultats des mesures suivantes:

- * volume quotidien
- * mesures MES et DCO
- * mesures CBO5
- * mesures des boues



Nonobstant ce qui précède, les parties acceptent l'obligation réciproque de fournir à l'autre partie les informations demandées pour le bon fonctionnement et la prestation de services en vertu de la présente convention et de la bonne exécution des obligations qui en découlent.

Article 5.- INTERDICTIONS

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et la nature du réseau d'assainissement, le rejet des éléments suivants est strictement interdit:

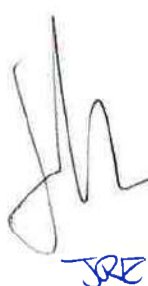
- Les effluents de l'assainissement non collectif.
- Les déchets solides.
- Les huiles usagées.
- Les eaux propres.
- Tous les produits considérés par la législation en vigueur comme des produits toxiques et dangereux.
- Et, en règle générale, tout autre rejet interdit par la réglementation départementale ou par l'Ordonnance réglementant les rejets dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad.

Article 6.- POINT DE RACCORDEMENT ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS CONNEXES

Le point de raccordement au réseau de la Mancomunidad se trouve dans le quartier de Béhobie, de l'autre côté du pont international, dans le regard situé sur la rive gauche de la Bidasoa, exécuté à cette fin en 2008.

De ce puits de raccordement découle une conduite qui se connecte au réseau d'assainissement dans le puits n° F1.8 de l'intercepteur général du réseau d'assainissement de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi.

Avant de traverser la rivière Bidasoa à proximité du pont international, un débitmètre sera installé sur la conduite de refoulement provenant de Joncaux avec ses vannes de coupure correspondantes, un joint de démontage, et les éléments auxiliaires et un conductimètre. Le débitmètre et le conductimètre auront une sortie 4-20 mA. De même, un boîtier de comptage électrique doit être placé, avec la connexion électrique correspondante, un coffret de protection et un système de stockage de données et de communications



JRE

numériques pour la transmission des données de conductivité. À cet effet, la Communauté autorisera les services de Txingudi-Servicios de Txingudi, S.A. à installer à côté de sa station de pompage une station distante qui communiquera avec le système télécommandé de la Mancomunidad, ainsi que pour faciliter l'alimentation électrique continue dudit équipement et l'accès ultérieur pour son entretien.

Le signal du débitmètre sera relié, par le câblage nécessaire, au système de stockage de données et de communications numériques, situé dans la chambre de rupture de charge, d'où ils sont transmis à la télécommande de la Mancomunidad.

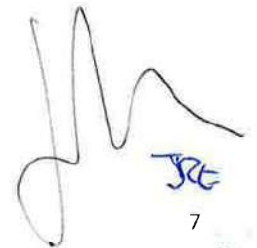
L'entretien des installations, ainsi que l'équipement et le matériel nécessaire de raccordement au réseau d'assainissement de la Mancomunidad seront répartis comme suit entre les parties signataires de la présente convention :

La Mancomunidad à travers sa société de gestion sera responsable de l'entretien des installations suivantes nécessaires au bon fonctionnement et la prestation du service objet de la convention susmentionnée :

1. Le regard de rupture de charge et le point de prélèvement situé à l'intérieur et le tuyau qui se connecte au réseau d'assainissement dans le puits existant n° F1.8.
2. Les systèmes de communication pour la saisie et la transmission des données de débit pompées depuis la Communauté et de la conductivité.

La Communauté sera responsable de l'entretien des installations suivantes, également nécessaires au bon fonctionnement et à la prestation du service objet de la présente convention :

1. Le débitmètre situé dans la conduite avant de traverser la rivière Bidasoa à proximité du pont international, à travers lequel la quantité d'eaux usées rejetée au réseau d'assainissement de la Mancomunidad est déterminée, et le câblage nécessaire pour le contrôle et la commande de ce débitmètre jusqu'au regard de rupture de charge.
2. Le coffret de protection électrique et le conductimètre en continu de la conductivité.



7

Article 7.- TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION

Les travaux d'entretien et de réparation des équipements et des conduites nécessaires au rejet et au contrôle des eaux usées dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad jusqu'au point de raccordement décrit au premier paragraphe de l'article précédent sont à la charge de la Communauté.

Tous les équipements et les matériaux permettant le fonctionnement de l'opération seront maintenus en bon état de fonctionnement, de conservation et d'apparence par la Communauté.

Les ouvrages réalisés à partir du puits de raccordement, à savoir la conduite supplémentaire de refoulement installée, seront conservés et entretenus par Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA, sauf si lesdites opérations d'entretien étaient occasionnées par des rejets interdits, auquel cas ils seraient à la charge de la Communauté.

Article 8.- DÉBITS

Les données collectées pendant les dix années de la Convention initiale permettent de fixer le taux maximal admissible d'eaux parasites issues de l'infiltration des marées et des eaux pluviales à 35 % du volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad par la Communauté.

Dans tous les cas, la Communauté s'engage à éviter et à éliminer progressivement les infiltrations de marées et d'eaux pluviales, grâce à la séparation des eaux assurées, à chaque rénovation des réseaux et ré-urbanisation, par la réparation des conduites sur lesquelles une infiltration de marée a été détectée, par le bon entretien des éléments régulateurs de rejet (clapets antiretours), lesquels contrôlent la bonne séparation des eaux dans tous les bâtiments raccordés au réseau d'assainissement.

Article 9.- FINANCEMENT DES SERVICES

La contrepartie économique pour le traitement des eaux usées des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou, qui devra être équivalente à la redevance acquittée par les habitants de la Mancomunidad, sera calculée à partir des estimations de consommation d'eau et des coûts d'exploitation liés au transport, au pompage et au traitement des eaux usées, y compris la totalité des amortissements techniques des infrastructures associées,



calculés sur la base de la vie des investissements réalisés, conformément aux études de tarification approuvées chaque année par la Mancomunidad et à l'ordonnance fiscale régulant ce service, qui doit justifier et préciser expressément les tarifs T1, T2 et T3 auxquels le présent article fait référence.

Compte tenu des données collectées au cours des dix années de la convention initiale et de l'évolution des coûts et des consommations, il a été convenu d'une formule pour le calcul de la contrepartie économique, basée sur trois tarifs différenciés, et de son application à différentes fractions du volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad et enregistré par le débitmètre électromagnétique visé à l'article 6 de la présente convention.

Le tarif T1 résulte de la prise en compte des coûts devant être couverts par le tarif (coût de transport, de pompage et de traitement des rejets, y compris la totalité des amortissements techniques et à l'exception des coûts liés au réseau d'égouts) divisé par le volume total estimé pour l'exercice.

Pour l'année 2018, le tarif T1 est fixé à 0,9077 €/m³, soit le résultat de la division de 4 136 645,99 € par la consommation estimée pour l'exercice de 4 557 000 m³.

Le tarif T2 est la somme des surcoûts résultants du transport de l'eau entre la station de pompage de Béhobie et la STEP d'Atalerreka, avec pompes intermédiaires, sans impact des coûts d'amortissement et de personnel en temps de travail ordinaire, ainsi que le coût du traitement primaire de décantation avant décharge appliqué par fortes pluies.

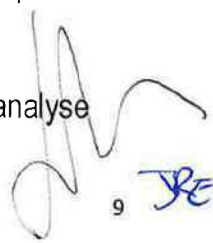
Pour l'année 2018, le tarif T2 est fixé à 0,0964 €/m³.

Le tarif T3 résulte de l'ajout au tarif T2 du surcoût d'un traitement complet d'épuration dans la STEP d'Atalerreka, soit les coûts d'électricité, approvisionnement, services, gestion des boues, entretien et paiement des redevances applicables.

Pour l'année 2018, le tarif T3 est fixé à 0,1978 €/m³.

Ces trois tarifs seront appliqués aux différentes fractions du volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad (et enregistré par le débitmètre électromagnétique) détaillées ci-dessous, par deux formules alternatives selon que le volume des eaux parasites dépasse 35 % du volume total rejeté ou non.

Le plafond pour les eaux parasites de 35 % du volume total rejeté est basé sur l'analyse des données collectées au cours des dix précédentes années.



9 JE

Le volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad (Qtot) est la somme du volume d'eau consommé par les usagers des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou et du volume des eaux parasites.

Le volume précis d'eau consommé par les usagers des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou (M1) sera celui indiqué à tout moment par la Communauté à la Mancomunidad.

Pour sa part, le volume des eaux parasites (Apa) représente la différence entre le volume total rejeté dans le réseau et le volume d'eau consommé par les usagers (Apa = Qtot - M1).

Dans le but d'appliquer le tarif approprié en fonction des coûts réels du transport et d'épuration, le volume des eaux parasites sera fractionné entre la partie soumise à un traitement primaire de décantation (M2), soit 9 %, et la partie subissant un traitement complet d'épuration (M3), soit 91% des eaux parasites.

En conséquence, si les eaux parasites ne dépassent pas 35 % du volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad, la formule à appliquer pour calculer la contrepartie économique du service d'assainissement est la suivante :

$$M1 \times T1 + M2 \times T2 + M3 \times T3$$

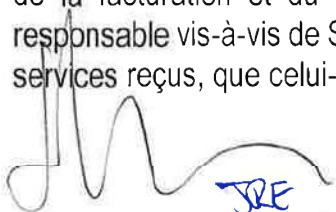
À l'inverse, si les eaux parasites dépassent 35 % du volume total rejeté dans le réseau d'assainissement de la Mancomunidad, la formule à appliquer pour calculer la contrepartie économique du service d'assainissement est la suivante :

$$[M1 + (\% \text{ Apa} - 0,35) \times \text{Apa}] \times T1 + [(1,35 - \% \text{ Apa}) \times \text{Apa}] \times [0,09 \times T2 + 0,91 \times T3]$$

% Apa, étant le taux d'eau parasite $[Qtot - M1] / Qtot$

Apa, le volume des eaux parasites, la différence entre Qtot et M1 exprimée en m³.

La Mancomunidad délègue à Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA, la gestion de la facturation et du recouvrement pour les services prêtés. La Communauté est responsable vis-à-vis de Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA du paiement des services reçus, que celui-ci soit délégué ou non au gestionnaire de services.

 JRE

Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA, établira une facture trimestrielle à la Communauté, sur la base du volume en m³ mesuré par le débitmètre électromagnétique et son estimation du volume d'eau consommé. À la fin de l'exercice et avant le 30 juin de l'année suivante, la Communauté doit fournir les chiffres réels du volume d'eau consommé au cours de l'année précédente par les usagers des Joncaux (Hendaye), Béhobie (Urrugne) et Biriadou, afin que la Mancomunidad puisse effectuer les liquidations en établissant, le cas échéant, les factures correspondantes.

Les factures émises par Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA à la Communauté pour les services fournis en vertu de la présente convention doivent être réglées, par virement bancaire, dans les 30 jours à compter de l'envoi.

Article 10.- MESURES DE CONTRÔLE

Un dispositif de surveillance automatique installé à côté de la station de pompage, sur le site du centre technique, vérifiera par échantillonnage automatique la teneur des charges polluantes suivantes : MES - DBO5 - DCO et conductivité. Ces appareils disposeront d'une sortie à 4-20 mA. Les signaux provenant de ces dispositifs seront connectés au système de télécommande de la Mancomunidad. À cette fin, la Communauté autorise Servicios de Txingudi-Txingudi Zerbitzuak SA à installer à la station de pompage une station distante qui communiquera avec le système de contrôle à distance de la Mancomunidad et de fournir l'alimentation électrique continue audit équipement ainsi qu'un accès pour l'entretien.

Les charges hydrauliques et organiques doivent être représentatives d'une population de 5 800 équivalents habitants, à savoir:

		Charge polluante (kg/j)	Concentration caractéristique (mg/l)
Débit moyen (m ³ /d)	1 275		
Eaux usées (m ³ /d)	861		
Eaux parasites (m ³ /d)	414		
Débit de pointe (m ³ /d)	92		
DBO5		348	400
DCO		696	800
MES		418	480
TKN		55	63

À cet effet, on considère que la concentration caractéristique résulte de la division de la charge polluante journalière estimée par le volume des eaux usées par temps sec.

Le pompage de la Communauté doit être muni d'un variateur de vitesse, pour adapter le fonctionnement de la pompe aux débits affluents et éviter le fonctionnement intermittent de la pompe, car cela entrave le suivi et l'analyse des débits circulant dans la sectorisation du bassin de Béhobie.

Dans le même temps, Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA peut effectuer les contrôles jugés nécessaires pour vérifier les caractéristiques des eaux usées rejetées.

Si des polluants dont la présence ou la concentration dans l'eau rejetée n'est pas justifiable dans un rejet de nature urbaine sont détectés, la Mancomunidad pourra demander à la Communauté d'adopter les mesures nécessaires à l'élimination des rejets contenant lesdits polluants. De même la Mancomunidad pourra demander des copies des autorisations de rejet en vigueur dans la zone où le service est fourni afin de permettre d'identifier l'origine possible des polluants. Un rejet dépassant de 30 % la concentration caractéristique ou la charge estimée pour les équivalents habitants autorisée en permanence, conformément à l'article 4 de la présente convention, sera considéré comme injustifiable.

Si, malgré les injonctions de la Mancomunidad mentionnées au paragraphe précédent, la présence ou la concentration injustifiable de polluants persiste, la Mancomunidad appliquera un coefficient de pénalisation en fonction de l'excès de polluants, sur les tarifs T1 et T3 visés à l'article 9 de la présente convention, pendant toute la durée du rejet injustifiable, un préavis devant être signifié à cet effet. Le coefficient de pénalisation sera le résultat de la division de la charge moyenne rejetée par la charge estimée pour les habitants équivalents autorisés à chaque instant.

La charge moyenne rejetée sera calculée sur la base des résultats d'analyse issus des contrôles effectués par Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA.

Enfin, si la présence de polluants met en danger la sécurité des personnes, des installations, l'exploitation des stations d'épuration ou la gestion des boues, la Mancomunidad, sur proposition de sa société de gestion, peut décider la déconnexion, après préavis minimum de quinze jours civils adressé à la Communauté.



Article 11.- DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 5 ans. Si aucune des parties ne notifie formellement à l'autre sa décision de mettre fin à la convention, celle-ci sera automatiquement reconduite pour une période d'un an renouvelable, jusqu'à cinq ans maximum. Par conséquent, la durée maximale du contrat, en tout état de cause, est de 10 ans.

Nonobstant ce qui précède, la Communauté se réserve le droit de mettre fin à la convention à tout moment, après notification formelle préalable de cette décision à la Mancomunidad. Si la décision de mettre fin à l'accord est formellement communiquée au cours du premier semestre de l'année, la convention restera en vigueur jusqu'au dernier jour de l'année au cours de laquelle s'est produite la communication. En revanche, si la décision de mettre fin à l'accord est formellement communiquée au cours du second semestre de l'année, la convention restera en vigueur jusqu'au dernier jour de l'année suivante. Cela sans préjudice du fait que les parties conviennent, pour la convention, de périodes plus longues que celles indiquées dans le présent paragraphe.

Toutes les formalités légales étant accomplies, la Convention entrera en application à la date de sa signature et, pour la Communauté, une fois ladite Convention remise au représentant de l'État.

Dans le délai d'un an avant son expiration, les signataires peuvent convenir de la renouveler pour la même période et selon les termes de la présente convention.

Article 12.- COMMISSION DE SUIVI

Il est convenu de constituer une commission de suivi, formée par au moins un représentant de chacune des entités signataires.

La Mancomunidad délègue sa participation à cette commission à sa société de gestion Servicios de Txingudi-Txingudiko Zerbitzuak SA.

Cette commission est chargée de la coordination des différentes actions, ainsi que de l'étude et l'élaboration de propositions s'adressant aux signataires et concernant les questions soulevées par la mise en œuvre de la présente convention.

En tout état de cause, la commission pourra accueillir d'autres membres sur proposition des signataires, si ceux-ci l'estiment opportun.

La commission de suivi se réunit au moins une fois par an et, en tout état de cause, chaque fois que l'un au moins des signataires en fait la demande.

Article 13.- LÉGISLATION EN VIGUEUR

Cette convention est soumise, concernant les obligations des parties, aux dispositions de la législation espagnole.

Article 14.- JURIDICTION

En cas de divergence sur l'interprétation et l'application de la présente convention, les signataires conviennent de se soumettre à la juridiction des tribunaux espagnols.

JOSE ANTONIO SANTANO CLAVERO



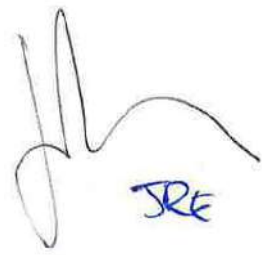
MANCOMUNIDAD DE SERVICIOS
DE TXINGUDI-TXINGUDIKO ZERBITZU
MANKOMUNITATEA
(ROYAUME D'ESPAGNE)

JEAN-RENÉ ETCHEGARAY



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
PAYS BASQUE
(RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)

ANNEXE I



ANNEXE II

TXINGUDIKO ZERBITZU MANKOMUNITATEA

Iragarkia

Legeak agintzen duen jendaurreko informazio-epea igaro ondoren inolako erreklamaziorik aurkeztu ez delarik, betikoz onarturik geratzen da honako dokumentu hau:

Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatearen saneamendu-sarean egingo diren isurketen ganean zehazturiko Ordenantza, honela diolarik.

TXINGUDIKO ZERBITZUEN MANKOMUNITATEAREN
SANEAMENDU SAREAN EGIN BEHARREKO
ISURKETAK ARAUTZEKO ORDENANTZA
PROPOSAMENA

SARRERA

Irun-Hondarribia eskualdeko Saneamendurako Plan Bereziaren osagarri gisa, administrazio-tresna legal bat edukitzeko beharra sumatu da saneamendu azpiegituraren ustiapen zuzena bermatu ahal izateko.

Horretarako, Isurketak arautzeko Ordenantza hau prestatu du Txingudiko Zerbitzuen Mankomunitateak, kolektore sarera bideratzen diren isurketak arautzeko asmoz. Hori guztia, sare horren eta H.U.A.P.ren arazketa prozesuen babesa, eta mantenu eta ustiapen lanak bideratzen dituzten pertsonen segurtasuna garantizatu ahal izateko. Azkenik, Isurketak arautzeko ordenantza eta H.U.A.P.ren arazketa prozesua batera aplikatuz erakunde eskudunek zehaztutako kalitate helburuak lortu nahi dira hartzailean.

1. Artikulua. Helburua.

Estolda Sare Publikora zuzenean edo zeharka bideratzen diren isurketak arautzea du helburu Ordenantza honek, honako hau lortzeko:

— Ustiapen eta mantenuaz arduratzen den pertsonen segurtasuna bermatzea.

— Kolektore sistemen, hondakin-urak tratatzeko instalazioen eta dagozkien ekipoen babesa bermatzea, haien segurtasun materiala eta funtzionala ziurtatuz.

— Hondakin-urak arazteko prozesua babestea.

— H.U.A.P.n sortutako lohiaren kalitatea bermatzea Hondakin Toxiko eta Arriskutsu gisa sailkatu ez daitezkeen.

— Hartzailearen erabilera derberdinetarako Erakunde eskudunak zehazturiko kalitate helburuak betetzea.

2. Artikulua. Aplikazio esparrua.

Ordenantza hau Txingudiko Zerbitzuen Mankomunitatea osatzen duten udalerrietan aplikatuko da.

3. Artikulua. Definizioak.

— Elkartea Kudeatzailea: Estolda Sare Publikoaren eta Hiriko Hondakin-Urak Arazteko Plantaren mantenu eta ustiapenaren ardura duen merkataritza elkarte.

— Estolda Sare Publikoa: Hondakin-urak jaso eta bideratzeko erabiltzen diren obra eta instalazioak, Titularitate publikoak.

MANCOMUNIDAD DE SERVICIOS DE TXINGUDI

Anuncio

Transcurrido el plazo de información pública reglamentario y no habiendo sido presentada ninguna reclamación, queda aprobado definitivamente el siguiente documento:

La Ordenanza de vertidos a la red de saneamiento de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea, cuyo texto es del siguiente tenor:

PROPUESTA DE ORDENANZA REGULADORA DE
VERTIDOS A LA RED DE SANEAMIENTO DE LA
MANCOMUNIDAD DE SERVICIOS DE TXINGUDI

PREAMBULO

Como complemento al Plan Especial de Saneamiento de la comarca de Irun-Hondarribia, se ha advertido la necesidad de contar con un instrumento administrativo legal que permita garantizar la correcta explotación de la infraestructura de saneamiento.

A tal efecto, se ha elaborado la presente Ordenanza de Vertidos por parte de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi, con el propósito de regular los vertidos en la red de colectores, de forma que se garantice tanto la protección de dicha red, como la de los procesos de depuración de la E.D.A.R., y la seguridad de las personas que efectúen las tareas de mantenimiento y explotación. Finalmente, mediante la acción combinada de la aplicación de la Ordenanza de vertidos y del proceso de depuración de la E.D.A.R., se pretende obtener los objetivos de calidad en el medio receptor establecidos por los organismos competentes.

Artículo 1. Objeto.

La presente Ordenanza tiene por objeto regular los vertidos directos o indirectos a la Red de Alcantarillado Público, a fin de:

— Garantizar la seguridad del personal de explotación y mantenimiento.

— Garantizar la protección de los sistemas colectores, de las instalaciones de tratamiento de aguas residuales y de los equipos correspondientes, asegurando su integridad material y funcional.

— Proteger los procesos de depuración de aguas residuales.

— Garantizar la calidad de los lodos generados en la E.D.A.R. con objeto de que no sean clasificados como Residuos Tóxicos y Peligrosos.

— Cumplir los objetivos de calidad adoptados por el Organismo competente para los diferentes usos del medio receptor.

Artículo 2. Ambito de aplicación.

Esta Ordenanza se aplicará en los términos municipales que integran la Mancomunidad de Servicios de Txingudi.

Artículo 3. Definiciones.

— Sociedad Gestora: Sociedad mercantil que tenga encomendada la responsabilidad de las operaciones de mantenimiento y explotación de la Red de Alcantarillado Pública y de las Estaciones Depuradoras de Aguas Residuales Urbanas.

— Red de Alcantarillado Pública: Conjunto de obras e instalaciones de titularidad pública que permiten la recogida y conducción de las aguas residuales.

RE

— Estolda Sare Pribatua edo Partikularra: Jarduera edo etxebizitza bat edo gehiagotik datozen hondakin-urak jaso eta Estolda Sare Publikora isurtzen dituzten instalazioak, jabetza pribatukoak.

— Erabiltzailea: Hondakin-urak sortzen dituen etxebizitza, jarduera, komertzio edo industria baten titularraren pertsona fisiko edo juridikoa.

— Hiriko hondakin-urak: Etxeko hondakin-urak edo ur horien eta industriatik etorritako hondakin-uren nahasketa.

— Etxeko hondakin-urak: Etxetako hondakin-urak, giza metabolismoak eta etxeko jarduerak sorturikoak nagusiki.

— Industriako hondakin-urak: Edozein jarduera (merkataritza, industria, eta abar.) bideratzeko erabilitako lokalek isurtzen dituzten hondakin-ur guztiak, etxeko hondakin-urak eta euri-urak ez direnak.

— Isurketarako baimena: Erabiltzaile bakoitzak bere hondakin-urak Estolda Sare Publikora isuri ahal izateko behar duen baimena.

— Hondakin-urak arazteko planta (H.U.A.P.): Saneamendu Sareetatik datozen hondakin-urak arazteko instalazioak, egiturak edo mekanismoak.

— Aurretratamendurako planta: Jarduera bat edo batzuen hondakin-urak tratatzeko instalazio, egitura edo mekanismo pribatuak dira, Ordenantza honen eskakizunetara egokitu ondoren saneamendu sistema publikoan onartuak izan daitezten.

— Isurketa berezien planta zentralizatua: Izaera publiko edo pribatuko instalazio, egitura edo mekanismoak dira, aurretik tratatuta ere Estolda Sare Publikoan onartu ezin diren urak tratatzeko.

— Biztanle arrunten isurki-karga: Biztanle arrunten isurki-karga zehazteko, etxeko isurketa ereduaren kontaminazioa hartuko da oinarritzat, honako balio hauen arabera:

Materia oxidakorra (MO) = 0,120 K/egun DQO-n

Materia esekiduran (MES) = 0,090 K/egun SST-n

Nitrogeno Kjeldahl (NTK) = 0,010 K/egun N-NTK-n

Biztanle arrunten isurki-karga zehazteko industria isurketen (K/egun) kontaminazio karga hartuko da oinarritzat aurreko parametroei dagokienez, eta honako formula hau aplikatuko da:

$$BB = \frac{MO \text{ (K/egun)} + MES \text{ (K/egun)} + NKT \text{ (K/egun)}}{0,220}$$

— Lohiak: Hiriko hondakin-urak tratatzeko instalazioetatik datozen hondakin-lohiak dira, tratatuak izan ala ez izan.

— Kontrol planta: Erabiltzaile baten isurketak hartzen dituzten esparru sartzen-erazak eta instalazioak dira. Instalazio horietan isurketak neurtu eta laginak jasoko dira Estolda Sare Publikora isuri baino lehen, edo beste erabiltzaile batzuen isurketekin nahasi baino lehen.

— Red de Alcantarillado Privada o Particular: Conjunto de instalaciones de propiedad privada que recogen las aguas residuales procedentes de una o varias actividades o domicilios y las vierten a la Red de Alcantarillado Pública.

— Usuario: Persona física o jurídica, titular de una vivienda, actividad, comercio o industria, que produce aguas residuales.

— Aguas residuales urbanas: Las aguas residuales domésticas o la mezcla de las mismas con las aguas residuales industriales.

— Aguas residuales domésticas: Las aguas residuales procedentes de viviendas generadas principalmente por el metabolismo humano y las actividades domésticas.

— Aguas residuales industriales: Todas las aguas residuales vertidas desde locales utilizados para efectuar cualquier actividad (comercial, industrial, etc.) que no sean aguas residuales domésticas ni aguas de escorrentía pluvial.

— Autorización de Vertido: Autorización a obtener por cada usuario con objeto de estar autorizado para verter sus aguas residuales a la Red de Alcantarillado Pública.

— Estación depuradora de aguas residuales (E.D.A.R.): Conjunto de instalaciones, estructuras o mecanismos que permitan una depuración de las aguas residuales procedentes de las Redes de Saneamiento.

— Planta de Pretratamiento: Conjunto de instalaciones, estructuras o mecanismos de carácter privado, destinadas al tratamiento de aguas residuales de una o varias actividades para su adecuación a las exigencias del presente Ordenanza, posibilitando su admisión en el sistema de saneamiento público.

— Planta centralizada de vertidos especiales: Conjunto de instalaciones, estructuras o mecanismos de carácter público o privado, destinadas al tratamiento de aguas que ni siquiera con tratamiento previo son admisibles en la Red de Alcantarillado Pública.

— Población equivalente: La determinación de la población equivalente se realizará tomando como base la contaminación del vertido doméstico tipo, de acuerdo con los siguientes valores:

Materia oxidable (MO) = 0,120 Kg/día en DQO

Materia en suspensión (MES) = 0,090 Kg/día en SST

Nitrógeno Kjeldahl (NTK) = 0,010 Kg/día en N-NTK

La población equivalente se determinará a partir de las cargas contaminantes del vertido industrial (en Kg/día) en cuanto a los parámetros anteriores, aplicando la siguiente fórmula:

$$PE = \frac{MO \text{ (Kg/día)} + MES \text{ (Kg/día)} + NKT \text{ (Kg/día)}}{0,220}$$

— Lodos: Los lodos residuales, tratados o no, procedentes de las instalaciones de tratamiento de aguas residuales urbanas.

— Estación de control: Recinto accesible e instalaciones que reciben los vertidos de un usuario y donde podrán ser medidos y muestreados antes de su incorporación a la Red de Alcantarillado Pública, o de su mezcla con los vertidos de otros usuarios.

4. Artikulua. Estolda sare publikoaren erabilera.

Derrigorrez erabiliko da Estolda Sare Publikoa hondakin-uren hustuketarako 150 biztanle arruntek baino isurki-karga txikiagoa dutenean, baldin eta hurbilen dagoen Estolda Sare Publikotik 200 metro baino distantzia txikiagoan badago establezimendua, eta kolektoreak honda litzaketen gaiak, metal astunak edo arazketa prozesurako inhibitzaileak isurtzen ez badi-tuzte.

Gainerako erabiltzaileek Estolda sare Publikoan hustu ahal izango dituzte hondakin-urak Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailearen eskutik beharreko Isurketarako baimena esku-ratu ondoren, Ordenantza honetan zehaztutakoaren arabera, eta beren kontura eginda beharreko obrak, edo bestela, zuzenean ubide publikora isuri ahal izango dituzte Agintari Eskudunaren baimena eskuratu ondoren.

5. Artikulua. Estolda sare publikorako hartunea.

Estolda Sare Pribatuek izaera berezia izango dute, eta zuzenean ubidera edo Euri Uren Sarera bideratuko dituzte euri-urak, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak behar bezala baimenduko dituen kasu bereziak izan ezik.

Estolda Sare Pribatu eta Publikoen arteko lotura Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehaztutakoaren arabera bide-ratuko da.

Estolda Sare Pribatua Estolda Sare Publikoarekin lotzeak ez du baimentzen Estolda Sare Pribatu horri loturiko industria jarduera guztien isurketa, baizik eta erabiltzaile bakoitzak dago-kion isurketaren Baimena eskuratu beharko du Sare horretara hustu baino lehen.

Sare Pribatuak, erabiltzaile batzuen isurkiak jasotzen dituz-tenean, besteen isurkiekin nahasi baino lehen erabiltzaile bakoit-zaren isurkia kontrolatzeko moduan eraikiko dira. Substantzia toxikoak, inhibitzaileak, kolektoreetarako erasotzaileak direnak edo 150 biztanle arruntek baino isurki-karga handiagoa duten isurkiak bota ditzaketen erabiltzaileek (Mankomunita-tearen Elkarte Kudeatzaileak onarturiko etxeko isurkien kasuan izan ezik) kontrolerako planta bat instalatuko dute beren sare pribatuen amaieran saneamendu sareari lotu baino lehen, laginak hartu eta emariak edukiera neurtu ahal izateko. Honako mota hauek baten batekoa izango da kontrolerako planta hori:

2 motako kuxteta: Mota horretako kuxtetak instalatuko dituzte substantzia toxikoak, inhibitzaileak edota kolektoreak honda litzaketen gaiak isurtzen dituzten ekoizpen prozesuak dituzten erabiltzaileek. Parametro batzuk etengabea neurtzeko beharreko kontrol-tresnak instalatzeko modukoak izango dira kontrolerako planta horiek. Parametro horiek Mankomunita-tearen Elkarte Kudeatzaileak zehaztuko ditu industria jardue-raren eta isurkiaren ezaugarrien arabera.

Kontrolerako planta horietan, emariak neurtzeko beharreko elementuak instalatu ahal izango dira, bai berehalako neurketa bat egiteko bai erregistro eta totalizadore bidezko neurketak bideratzeko.

1 motako kuxteta: 150 biztanle arruntek baino isurki-karga handiago batez Estolda Sare Publikora isurketak egiten dituzten gainerako erabiltzaileentzat.

Nolanahi ere, erabiltzaileen kontura izango dire hartuneen eta kontrolerako planten gastuak.

Artículo 4. Uso de la red de alcantarillado público.

Será obligatoria la utilización de la Red de Alcantarillado Pública para la evacuación de vertidos de aguas residuales con una carga inferior a 150 habitantes equivalentes, siempre que su establecimiento se encuentre a una distancia inferior a 200 metros de la Red de Alcantarillado Pública más cercana y no viertan sustancias agresivas para los colectores, metales pesados o sustancias inhibitoras para los procesos de depuración.

El resto de los usuarios podrá optar por desaguar en la Red de Alcantarillado Pública previa obtención de la correspondiente Autorización de vertido de la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, de acuerdo con lo establecido en esta Ordenanza, y realizando a su costa las obras precisas, o verter directamente al cauce público previa autorización de la Autoridad Competente.

Artículo 5. Acometida a la red de alcantarillado público.

Las Redes de Alcantarillado Privadas tendrán carácter separativo, debiendo conducirse las aguas pluviales directamente al cauce o a la Red de Aguas Pluviales, salvo casos excepcionales debidamente autorizados por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

La conexión de las Redes de Alcantarillado Privadas a la Red Pública se realizará en la forma que establezca la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

La conexión de la Red de Alcantarillado Privada a la Red de Alcantarillado Pública no autoriza los vertidos de cada actividad industrial conectada a dicha Red de Alcantarillado Privada, sino que cada usuario deberá conseguir, antes de verter a dicha Red, la Autorización de Vertido correspondiente.

Las redes privadas, cuando incorporan vertidos de varios usuarios, se construirán de forma que puedan ser controlados los vertidos de cada usuario antes de su mezcla con los otros. Los usuarios susceptibles de aportar sustancias tóxicas, inhibitoras, con vertidos agresivos para los colectores o con una carga superior a 150 habitantes equivalentes (a excepción de los casos de vertidos de naturaleza doméstica reconocidos por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad) deberán instalar al final de sus redes privadas, previamente a su conexión de sancamiento, una estación de control apta para la toma de muestras y aforo de caudales, que se corresponderá con alguno de estos dos tipos: (Anexo II).

Arqueta tipo 2: Se instalará este tipo de arqueta para el caso de usuarios cuyos procesos de producción sean susceptibles de aportar sustancias tóxicas inhibitoras y/o vertidos agresivos para los colectores. En estas estaciones de control deberán poder instalarse los aparatos de control necesarios para medir ciertos parámetros en continuo. Estos parámetros serán determinados por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad en función de la actividad industrial y características del vertido producido.

En estas estaciones de control podrán instalarse los elementos necesarios para la medición de caudales, bien para una medición instantánea o para una medición con registro y totalizador.

Arqueta tipo 1: Para el resto de los usuarios que viertan a la Red de Alcantarillado Pública, con una carga superior a 150 habitantes equivalentes.

En todo caso, los costes de las acometidas y de las estaciones de control serán a cargo de los usuarios.

RE

6. Artikulua. Estolda sarearen kontserbazioa.

Estolda Sare Publikoaren kontserbazioa eta mantenua Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailearen kontura izango da.

Estolda Sare Pribatuaren kontserbazioa eta mantenua beren hondakin-urak hustutzeko sare hori erabiltzen duten erabiltzaileentzako izango da. Sare horiek pertsona fisiko edo juridiko bat baino gehiagok erabiltzen badituzte, sareak ondo funtzionatzeko beharrek kontserbazio eta mantenu lanak egiteko bete-beharra dute erabiltzaile horiek.

7. Artikulua. Isurki debekatuak eta mugatuak.

7.1. Debekatuak:

Debekatuta dago honako produktu hauek estolda sare publikoan isurtzea:

1. Honako eragin hauetakoren bat sor lezakeen produktu oro:

— Nahasketa suharberak edo lehergarriak osatzen dituztenen.

— Materiale edo instalazioetan eragin korrosiboa dutenean.

— Uren fluxu libre eta mantenu lanak eragozteko moduko jalkinak, butxadurak edo trabak sortzen dituztenean hoditerian.

— Ikuskatze, garbiketa eta mantenurako langileen sarrera edo instalazioen funtzionamendua eragozten duten giro baldintza toxikoak, arriskutsuak edo gogaikarriak sortzen dituztenean.

— Beren diseinuan aurrikusitako tratamendu mailak lortzeko nahasmenduak eragiten dituztenean Arazteko Planten prozesu eta jardueretan.

2. Honako produktu hauek debekatuak daude, botatzen diren kopuruengatik aurreko atalak aipagai dituen eraginetakoren bat sortzen laguntzen dutenean:

— Gasolina, bentzenoa, naftalenoa, fuel-olioa, petrolio, olio hegazkorak, toluenoa, xilenoa edo beste edozein solido, likido edo gas suharbera edo lehergarri.

— Kaltzio karburoa, bromatoa, kloratoa, hidruroa, perkloratoak, peroxidoak, eta abar, eta izaera ez-organiko arriskutsua izan dezakeen gai solido, likido edo gaseoso oro.

— Eztanda-motoreetatik datozen gasak edo airearekin nahasketa toxikoak, suharberak edo lehergarriak sor ditzakeen beste edozein osagai.

— Merkurioa edo kadmioa duten produktuak eta edozein solido, likido edo gas toxiko edo pozointsu, bai purua edo bai beste hondakin batzuekin nahasia, sareaz arduratzen diren langileentzat arriskutsuak direnean edo molestia publikoren bat sortzen dutenean.

— Errautsak, kedarra, hondarra, lumak, plastikoak, zura, odola, lohia, lastoa, gorotza, animalien chunak, ileak, erraiak eta kontserbazio eta garbiketa lana oztopatu edo eragozten duten beste gorputz batzuk.

— Disolbatzaile organikoak, pinturak eta koloratzaileak edozein neurritan.

— Ur-beltzen aireztatena eragozten duten edo haien arazketa biologikoa oztopatzen duten animalia, landare edo mezaierako olioak edota koipeak.

— Botika-industrietatik edo osasun zentruetatik datozen botatzeko botikak, Arazteko Plantetan aldaerak sortzen dituztenean.

Artículo 6. Conservación de la red de alcantarillado.

La conservación y mantenimiento de la Red de Alcantarillado Pública será de cuenta de la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

La conservación y mantenimiento de la Red de Alcantarillado Privada correrá a cuenta de los usuarios que la utilicen para evacuar sus aguas residuales. Si estas redes son utilizadas por más de una persona física o jurídica, el conjunto de usuarios estará obligado a realizar los trabajos de conservación y mantenimiento que sean necesarios para su buen funcionamiento.

Artículo 7. Vertidos prohibidos y limitados.

7.1. Prohibiciones:

Queda prohibido verter a la red de alcantarillado público cualquiera de los siguientes productos:

1. Todo aquello que pudiera causar alguno de los siguientes efectos:

— Formación de mezclas inflamables o explosivas.

— Efectos corrosivos sobre los materiales o instalaciones.

— Sedimentos, obstrucciones o atascos en las tuberías que dificulten el flujo libre de las aguas y las labores de mantenimiento.

— Creación de condiciones ambientales tóxicas, peligrosas o molestas que dificulten el acceso del personal de inspección, limpieza y mantenimiento o el funcionamiento de las instalaciones.

— Perturbaciones en los procesos y operaciones de las Estaciones Depuradoras, que impidan alcanzar los niveles de tratamiento previstos en su diseño.

2. Los siguientes productos cuando su cantidad pueda contribuir a la producción de alguno de los efectos a que se refiere el apartado anterior:

— Gasolina, benceno, naftaleno, fuel-oil, petróleo, aceites volátiles, tolueno, xileno o cualquier otro tipo de sólido, líquido o gas inflamable o explosivo.

— Carburo de calcio, bromato, clorato, hidruros, percloratos, peróxidos etc., y toda sustancia sólida líquida o gaseosa de naturaleza inorgánica potencialmente peligrosa.

— Gases procedentes de motores de explosión o cualquier otro componente que pueda dar lugar a mezclas tóxicas, inflamables o explosivas con aire.

— Productos que contengan mercurio o cadmio y cualquier sólido, líquido o gas tóxico o venenoso, bien puro o mezclado con otros residuos, que pueda constituir peligro para el personal encargado de la red u ocasionar alguna molestia pública.

— Cenizas, carbonillas, arena, plumas, plásticos, madera, sangre, barro, paja, estiércol, desperdicios de animales, pelos viscerales y otros cuerpos que puedan causar obstrucciones u obstaculizar los trabajos de conservación y limpieza.

— Disolventes orgánicos, pinturas y colorantes en cualquier proporción.

— Aceites y/o grasas de naturaleza animal, vegetal o mineral, que impidan la aireación de las aguas negras o interfieran en su depuración biológica.

— Fármacos desechables procedentes de industrias farmacéuticas o centros sanitarios que puedan producir alteraciones en las Estaciones Depuradoras.

— Bai etxean bai industriak sorturiko hondakinen birrintzailleetatik datozen solidoak.

— Indarrean dagoen legerian toxiko eta arriskutsutzat hartzen diren produktu guztiak.

— Ukituriko eremuaren espazioan egokituriko erabilera desberdinetarako kalitate helburuak lortzeko trabak jarriko lituzketen produktu guztiak.

— Debeku hauek ez dute eraginik izango, atalean definituriko produktu batzuei begira zehaztutako hondakin-uren kontzentrazio mugetan.

3. Debekaturik daude:

— Industria isurketak, eta likido kontzentratu-botatzekoak, horrelako isurketetarako Planta berezi batean edo Planta zentralizatuan tratatu behar direnean.

— Erregai, errektibo edo lehengaien biltoki-deposituen garbiketarik etorritako isurketa etenak. Garbiketa horietatik sortutako isurkiak ez dira Estolda Sare Publikora hustuko.

— Temperatura muga bete arren, Estolda Sare Publikoan edo Arazteko Plantan egon daitekeen temperatura mailan trinkotasun oretsua edo solidoa har dezaketean isurki likidoak.

4. Ur garbiak:

— Debekatua dago diluzio-ura erabiltzea isurketetan, larrialdi edo arrisku egoeretan izan ezik.

— Ez da onartzen ur garbiak (hozteko zirkuitu irekietako urak, euri-urak, iturriak, errekek, eta abar) Estolda Sare Publikora hustutzea.

7.2. Mugak:

1. taulan (I. Eranskina) hondakin-urak Estolda Sare Publikora isurtzeko mugak zehazten dira. Zehazturiko muga horiek aldatu ahal izango dira kasu berezietan, kontaminatzaile batzuen balantze orokorrek, sorturiko diluzio graduek eta erakunde eskudunak zehazturiko kalitate helburuek eskatzen badute. Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak aztertuko ditu aldaketa horiek, eta beharreko erabakia hartuko du.

Erabiltzaileen batek 1. taulan azaltzen ez den eta 1. Artikuluan aurrikusitako helburuak betetzea oztopatuko lukeen gairen bat isuriko balu, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak aztertuko du kasu bakoitzean isurketaren muga.

Taula hori automatikoki aldatutzat hartuko da Europako araudiak, Araudi Nazionalak edo Autonomiako araudiak hala eskatzen badu. Halaber, taula hori aldatuko da ingurugiro zirkusantziek edo teknologiaren aurrerapenak halakorik eskatzen badute.

8. Artikulua. Aurretratamendua.

Zehazturiko mugak gainditzen dituzten hondakin-urak sortzen dituzten erabiltzaileek beharreko aurretratamenduak bideratuko dituzte, isurketak Ordenantza honetan zehazturiko mugetara egokitu ahal izateko.

Aurretratamendu honetarako beharreko instalazioak Estolda Sare Pribatuaren barnean egongo dira, eta xehe deskribatuko dira Isurketarako Baimenaren eskaeran. Eskaera horrekin batean, dagokion proiektua eta haren eraginkortasunaren azterketak eta justifikazio kalkulak aurkeztuko dira.

— Sólidos procedentes de trituradores de residuos, tanto domésticos como industriales.

— Todos aquellos productos contemplados en la vigente legislación sobre productos tóxicos y peligrosos.

— Todos aquellos productos que pudieran evitar el cumplir los objetivos de calidad para los diferentes usos adoptados en el espacio litoral de la zona afectada.

— Estas prohibiciones lo serán sin perjuicio de lo establecido para algunos de los productos, en las concentraciones límite en el agua residual definidos en el apartado.

3. Los siguientes vertidos:

— Vertidos industriales, líquidos concentrados-desechables, cuyo tratamiento corresponda a una Planta específica para estos vertidos o en Planta centralizada.

— Vertidos discontinuos procedentes de la limpieza de tanques de almacenamiento de combustibles, reactivos o materias primas. Estas limpiezas se realizarán de forma que la evacuación no sea a la Red de Alcantarillado Público.

— Vertidos líquidos que, cumpliendo con la limitación de temperatura, pudieran adquirir consistencia pastosa o sólida en el rango de temperatura que se pudiera dar en la Red de Alcantarillado Público o Planta Depuradora.

4. Aguas limpias:

— Queda prohibida la utilización de agua de dilución en los vertidos, salvo en situación de emergencia o peligro.

— No está permitido el desagüe de aguas limpias (de refrigeración en circuito abierto, pluviales, manantiales, regatas, etc.) a la Red de Alcantarillado Público.

7.2. Limitaciones:

En la tabla 1 (Anexo I) se establecen las limitaciones para el vertido de aguas residuales a la Red de Alcantarillado Público. Los límites fijados podrán alterarse en supuestos excepcionales, cuando los balances generales de determinados contaminantes, grados de dilución resultantes y objetivos de calidad fijados por el organismo competente así lo justifiquen. Estas alteraciones serán estudiadas por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, quien adoptará la resolución procedente.

Si algún usuario vertiera alguna sustancia no incluida en la tabla 1 y que afectara al cumplimiento de los fines previstos en el artículo 1, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad estudiaría en cada caso la limitación del vertido.

Esta tabla se entenderá automáticamente modificada en tanto en cuanto lo exija su adecuación a la normativa Europea, Nacional o Autonómica. Así mismo será modificada cuando lo aconsejen las circunstancias medioambientales o los avances de la tecnología.

Artículo 8. Pretratamiento.

Los usuarios cuyas aguas residuales sobrepasen los límites establecidos, deberán incorporar los pretratamientos correspondientes a fin de adecuar el vertido a los límites establecidos en el presente Ordenanza.

Las instalaciones necesarias para este pretratamiento formarán parte de la Red de Alcantarillado Pública, y se describirán detalladamente en la solicitud de Autorización de Vertido, a la que acompañará el proyecto correspondiente y los estudio y cálculos justificativos de su eficacia.

Isurketaren Baimena tratamenduaren eraginkortasunaren araberakoa izango da, eta isurketak ez baditu aurrikusitako emaitzak betetzen, indarrik gabe geratuko da Baimen hori, eta horrenbestez, debekatuta egongo da Estolda Sare Publikora isurtzea.

Aurretratamendu bat egin ondoren ere, erabiltzaileak ez badu lortzen Ordenantza honetan zehazturiko mugen barnean sartzea isurketa, beharreko neurriak hartu beharko ditu hondakin horiek bildu eta isurketa berezien Planta Zentralizatu batera edo segurtasun depositu batera hustutzeko, azken xedea indarrean dagoen araudiaren araberakoa izan dadin.

9. Artikulua. Larrialdi egoerak.

Beren iharduerarengatik gai debekatuak edo baimenduta ez dauden kontzentrazioetan isur ditzaketen erabiltzaileek neurri egokiak hartu beharko dituzte Ordenantza honetan zehaztutakoa betetzen ez duten ustekabeko isurketak gerta ez daitezen.

Gai debekatuak eta baimenduta ez dauden kontzentrazioetan isurketan gertatzen diren larrialdi egoeretan, erabiltzaileak berehala jakinaraziko dio Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileari gerta litezkeen kalteak ahalik eta txikiak izan daitezen beharreko neurriak hartu ahal izateko.

Erabiltzaileak ere eskumenean dituen neurri guztiak erabiltzeko dituzten isurketaren ondorioak ahalik eta gehien murrizteko.

Erabiltzaileak txosten bat igorriko dio Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileari, eta honako hau zehaztuko du txosten horretan:

- Isurketaren ezaugarri fisiko-kimikoak. Tipologia.
- Isurketaren bolumena.
- Deskargaren lekua, unea eta iraupena.
- Jarioaren arrazoiak.
- Etorrizunean horrelakorik gerta ez dadin hartutako neurriak eta zuzenketak.

Artikulu honek aipagai dituen istripuek eragiten dituzten jardueren kostua isurketa egin duen erabiltzailearen kontura izango da, eta kostu hori ordaindu egingo du, izan ditzekeen beste erantzukizun batzuez gainera.

Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak egingo du kalteen balorazioa.

10. Artikulua. Ikuskatzea eta behatzea.

Erabiltzaileari erregistro kutxetan instalatzeko eskatu zaizkion kontrolerako ekipak funtzionamendu baldintza bikainetan egongo dira eta kalibraketa egokia izango dute.

Jardueren titularrek beren isurketen autokontrol bat egingo dute eta, isurtzen duten karga kontaminatzailea, emariak eta haien erregimena jasoko dituen txosten bat igorriko diote aldian-aldian Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileari. Txostenaren aldizkakotasuna Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehaztuko du Isurketaren Baimenean.

Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak aldian-aldian ikuskatze eta behatze lan bat egingo du Ordenantza honetan edo dagokion Isurketarako Baimenean zehazturiko arauak betetzen direla ziurtatzeko.

Ikuskatze eta behatze funtzioak egiten dituzten langileek, izaera hori behar bezala egiaztatu ondoren, sarrera irekia izango dute erabiltzailearen instalazioetara egoki iruditzen zaientzuek eta aldeztu aurretik jakinarazi gabe. Honako egiaztatze hauek egingo dira:

La Autorización de Vertido quedará condicionado a la eficacia del tratamiento, de tal forma que si el vertido no cumple los resultados previstos, quedará sin efecto dicho Autorización y prohibido el vertido a la Red de Alcantarillado Pública.

Si incluso tras un pretratamiento, el usuario no consiguiera que el vertido se mantenga dentro de los límites fijados en esta Ordenanza, éste deberá tomar las medidas necesarias para almacenar dichos residuos y evacuarlos a una Planta Centralizada de vertidos especiales o depósito de seguridad que garanticen su destino final de acuerdo con la normativa vigente.

Artículo 9. Situaciones de emergencia.

Los usuarios que por su actividad pudieran verter sustancias prohibidas o en concentraciones no autorizadas, deberán adoptar las medidas adecuadas para evitar las descargas accidentales de vertido que infrinjan lo establecido en la presente Ordenanza.

En situaciones de emergencia en las que se produzcan vertidos de sustancias prohibidas o en concentraciones no autorizadas, el usuario lo comunicará inmediatamente a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, con el fin de adoptar las medidas necesarias para reducir los posibles daños que pudieran producirse.

El usuario a su vez utilizará todos los medios a su alcance para reducir al máximo los efectos del vertido.

El usuario deberá remitir a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad un informe en el que se especifique:

- Características físico-químicas del vertido. Tipología.
- Volumen del vertido.
- Lugar, momento y duración de la descarga.
- Causa del derrame.
- Medidas adoptadas y correcciones para evitar su reproducción en el futuro.

El costo de las operaciones a las que den lugar los accidentes a los que se refiere este artículo serán a cargo del usuario causante del vertido, quien deberá abonarlo, con independencia de otras responsabilidades en las que pudiera haber incurrido.

La valoración de los daños será efectuada por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

Artículo 10. Inspección y vigilancia.

Los equipos de control que se hayan solicitado al usuario que instale en la arqueta de registro deberán encontrarse en perfectas condiciones de funcionamiento y con un calibrado adecuado.

Los titulares de las actividades deberán realizar un autocontrol de sus vertidos, debiendo remitir periódicamente a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad un informe en el que se indique la carga contaminante que vierten y los caudales y régimen de los mismos. La periodicidad del informe será establecida por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad en la Autorización de Vertido.

Por su parte, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad efectuará periódicamente inspección y vigilancia para comprobar el cumplimiento de las normas establecidas en este Ordenanza o en la Autorización de Vertido correspondiente.

El personal que ejerza las funciones de inspección y vigilancia, debidamente acreditado, tendrá libre acceso a las instalaciones del usuario en el momento que estime oportuno y sin necesidad de aviso previo. Se efectuarán las comprobaciones siguientes:

— Laginak jasoko dira dagozkien azterketak egiteko.

— Bai banakako isurketen, bai isurketa globalaren emariak neurtuko dira.

— Euri-uren sarea kontrolatuko da.

— Isurketaren Baimenean zehaztutako kontrol elementuen egoera eta funtzionamendua ikuskatuko da (emariaren neurgailuak, pH-ren neurgailuak, eta abar.), eta neurtutako datuak erregistratuko dira.

— Erabiltzailearen instalazioetan ezarritako arazteko ekipoen funtzionamendua zuzena den kontrolatuko da.

— Prozesuetan sartzen den uraren bolumena neurtuko da, eta uraren balantzearen egiaztapena egingo da erabiltzailearekin: Sare Publikoko urak, kaptazioak, eta abar.

— Aurreko bisitaldietan zehazturiko aldaketak egin diren egiaztatuko da.

— Hondakin toxikoak eta arriskutsuak behar bezala gestionatzen ote diren ziurtatuko da.

— Ordenantza honek jasotzen dituen gainerako obligazioak betetzen ote diren egiaztatuko da.

Isurketen ikuskatzea edo kontrola egiten ez bada uzten edo datuak eta laginak ez badira ematen zigor bat ezarriko da desobedienciaz eta gainera Isurketarako Baimena kendu ahal izango da.

Ikuskatze bakoitzaren ondoren, Akta bat egingo da, eta erabiltzailearen ordezkariak eta ikuskatzaileak sinatuko dute akta hori.

11. Artikulua. Lagin hartzea eta azterketa.

Elkarte Kudeatzaileko langileek egingo dute lagin hartzea erabiltzailearen edo bere ordezkariaren aurrean, berak horri uko egiten dioen kasuetan izan ezik.

Bapateko laginetan, lagin integratu edo konposatutan egingo da azterketa, lagin horiek emariaren araberakoak izango dira eta edozein unetan eta edozein isurketa indibidual edo orokorrean jasoko dira. Nolanahi ere, aspektu guztiak kontuan hartuko dira ahalik eta isurketaren erakusgarri hoberena izan dadin lagina.

Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehazturiko programa baten arabera jasoko dira laginak, eta kontuan hartuko dira laginen jasotze eta kontserbazioari buruz «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater» araudian zehazturiko arauak. Lagina bitan banatuko da eta industrialari utziko zaio zati bat.

Azterketen emaitzekin ezadostasunak egongo balira, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehaztuko ditu egin beharreko lagin hartzeen modua eta mota eta zehaztu beharreko parametroak. Egiaztatze azterketa hauek Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailearen laborategian egingo dira.

Hala eta guztiz ere ezadostasunak egongo balira hirugarren azterketa bat egingo litzateke Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehaztuko duen Laborategi ofizial espezializatu batean, Ordenantza honetan zehaztutako azterketa-teknikak erabiliz beti ere.

Egiaztatzeko lagin hartzeen kostua erabiltzailearen kontura izango da, lehenengo lortutakoari dagokionean 1,6 %20an ez bada aldatzen emaitza.

— Toma de muestras para la realización de los análisis correspondientes.

— Medida de caudales, tanto de los vertidos individuales como del vertido global.

— Control de la red de pluviales.

— Inspección del estado y funcionamiento de los elementos de control estipulados en el Autorización de Vertido (caudalímetros, medidores de pH, etc.) y registro de los datos medidos.

— Control del correcto funcionamiento de los equipos de depuración implantados en las instalaciones del usuario.

— Medición de los volúmenes de agua que entran en los procesos, realizándose con el usuario una comprobación del balance del agua: Aguas de la Red Pública, captaciones, etc.

— Verificar la realización de las modificaciones señaladas en anteriores visitas.

— Certificación de la adecuada gestión de residuos tóxicos y peligrosos.

— Comprobación de las restantes obligaciones que establece esta Ordenanza.

El no permitir la inspección o control de los vertidos o no facilitar datos o muestras conllevará una sanción por desobediencia y además podrá suponer la rescisión de la Autorización de Vertido.

Después de cada inspección se levantará un Acta que firmará el representante del usuario y el inspector.

Artículo 11. Muestreo y análisis.

El muestreo lo realizará personal de la Sociedad Gestora en presencia del usuario o su representante, salvo que el mismo renuncie a ello.

Los análisis se realizarán sobre muestras instantáneas, integradas o compuestas, proporcionales al caudal recogidas en cualquier intervalo de tiempo y en cualquier vertido individual o general. En cualquier caso, se tendrán en cuenta todos los aspectos para que la muestra sea lo más representativa del vertido.

La toma de muestras se realizará según un programa establecido por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad y teniendo en cuenta las normas sobre toma y conservación de muestras fijadas en el «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater». La muestra se dividirá en dos, dejando una parte para el industrial.

Si hubiera disconformidad con los resultados analíticos, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad definirá la forma y tipo de muestreos a realizar y los parámetros a determinar. Estos análisis de contraste se efectuarán en el laboratorio de la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

Si aún y todo persistiera la discrepancia se recurriría a un tercer análisis, que se realizará en un Laboratorio oficial especializado a determinar por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad utilizando las técnicas analíticas especificadas en esta Ordenanza.

El costo del/los muestreos de comprobación será a cargo del usuario, si el resultado no difiere del obtenido primeramente en 20%.

Isurketen ezaugarriak zehazteko erabiliko diren azterketa-metodoak «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater» araudian jasotzen direnak izango dira, American Public Health Association (APHA), Water Works Association (AWWA) eta Water Pollution Control Federation (WPCF) elkarteek argitaratu dituzte azterketa-metodo horiek, toxikotsuna izan ezik, lumineszentzia bioentseiu baten bidez zehaztuko baita hori.

Kasu batzuetan eta isurketa batzuen ezaugarri bereziengatik, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak zehazturiko beste azterketa-metodo batzuk erabili ahal izango dira, aldez aurretik erabiltzaileari jakinarazi ondoren.

Suertatzen diren aldaketetara eta indarrean hasten diren metodo berrietara egokitzen joango dira metodo horiek.

12. Artikulua. Isurketaren onarpena.

Gai toxikoak, inhibitzaileak, eta kolektoreak honda litzaketan gaiak sortaraz litzaketen erabiltzaileek edo, Estolda Sare Publikoan zuzenean edo zeharka isurtzen duten 150 biztanle arrunt bakoitza gehiagori legokiekeen isurtze maila gainditzen duten erabiltzaileek ezinbestean eskatu beharko dute Isurketarako Baimena, isurtze horiek Ordenantza honen arabera diren aztertu ahal izateko. Horretarako, helburu horrekin itxuratutako eskari-ordua aurkeztu beharko dute Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailearen aurrean, isurketari buruzko datu guztiak zehaztuta, eta bereziki haien emariak eta erregimenak, gaien kontzentrazioak eta Ordenantza honek mugaturiko ezaugarriak. Hondakin-urak aurrez tratatu behar badira, instalazioen proiektu teknikoak ere aurkeztu beharko da eskari-orduekin batera. Honez gainera, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak isurkien gaineko azterketaren ziurtagiria, laborategi homologatu batek egina, eskatu ahal izango dio erabiltzaileari, isurki horien ezaugarriak egiazta ditzan, eta eskatu ahal izango dio era berean hondakin horien kudeatzaile bat onartzeko, Hondakin Toxikoak eta Arriskutsuak sortarazten dituzten jardueren arabera hondakinak kudeatzearen.

Eskaera hartu eta bere zerbitzu teknikoek dagokion txostena prestatu ondoren erabakiko du Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak onartu ala ez. Hona hemen zer egin dezakeen erabaki batek:

— Besterik gabe onartu.

— Onartu, baina udal lizentzian zehaztuko diren baldintza batzuen arabera.

— Ez onartu. Uko honen arrazoiak adieraziko dira beti eta okerrak zuzendu ondoan onartu ahal izango da.

Harturiko erabakiaren berri emango zaio dagokion Udalari eta haren ziurtagiriarekin batera emango da ezinbestean Udal Lizentzia.

Baimena eman eta Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak instalazioak eta isurketak haren arabera direla egiaztatzen ondoren, erabiltzaileari eta dagokion Udalari emango zaie onarpenaren berri, lizentziak helburu duen jarduerara abiarazteko lizentziaren tramitazioari ekin ahal izateko.

13. Artikulua. Erabiltzailearen betebeharrak.

Honako betebeharrak hauek dituzte erabiltzaileek:

— Emaniko Baimenaren arabera egingo ditu isurketak.

— Titularitate-aldaketaren berri emango dio Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileari.

Los métodos analíticos a emplear para determinar las características de los vertidos serán los que figuran en el «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater», publicados por la American Public Health Association (APHA), la American Water Works Association (AWWA) y la Water Pollution Control Federation (WPCF), excepto la toxicidad, que se determinará mediante un bioensayo de luminescencia.

En algunos casos y debido a la naturaleza especial de algunos vertidos, podrán utilizarse otros métodos analíticos indicados por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, de los que se informará previamente al usuario.

Estos métodos se irán adaptando a los cambios y a los nuevos métodos que se pongan en vigor.

Artículo 12. Autorización de vertido.

Los usuarios susceptibles de aportar sustancias tóxicas, inhibidoras, con vertidos agresivos para los colectores o con una carga superior a 150 habitantes equivalentes que viertan directa o indirectamente a la Red de Alcantarillado Pública, deberán requerir Autorización de Vertido a fin de estudiar si se ajustan a la presente Ordenanza. Para ello deberán enviar a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad una solicitud según modelo fijado al efecto, donde se indicarán todos los datos relativos a sus vertidos, con especial indicación de los caudales y regímenes de éstos, concentraciones de sustancias y características para las que se establecen limitaciones en esta Ordenanza. Si fuera necesario un pretratamiento de las aguas residuales, se acompañará un proyecto técnico de sus instalaciones. Así mismo, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad podrá requerir a del usuario certificado de análisis del vertido por un laboratorio homologado que certifique las características del vertido, así como la aceptación de un gestor de residuos para gestionar los residuos generados por actividades productoras de Residuos Tóxicos y Peligrosos.

Una vez recibida la solicitud, y elaborado el correspondiente informe por sus servicios técnicos, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad se pronunciará por la Autorización, pudiendo:

— Otorgarlo lisa y llanamente.

— Otorgarlo con condiciones específicas que se incluirán en la licencia municipal.

— Denegarse, indicando las razones que motiven esta denegación y cuya corrección permitirá su otorgamiento.

La decisión adoptada se comunicará al Ayuntamiento afectado, quien lo incluirá en la Licencia Municipal, como condición de la misma.

Otorgado el Autorización y comprobado por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad de que las instalaciones y el vertido se ajustan al mismo, lo comunicará al interesado y al Ayuntamiento afectado, a los efectos de la tramitación de la correspondiente licencia de apertura o puesta en marcha de la actividad objeto de la licencia.

Artículo 13. Obligaciones del usuario.

Los usuarios están obligados a:

— Efectuar los vertidos en los términos de la Autorización concedida.

— Notificar a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad el cambio de titularidad del mismo.

— Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailcari emango dio bere jardueraren araberako isurketetan eginiko aldaketen berri eta beste Isurketarako Baimen bat eskatuko dio baldin eta alda-keta horien arabera isurketen bolumena edo haien gai kontami-natzaileen proportzioa %10ean emendatu badira.

14. Artikulua. Isurketarako baimenaren iraungipena eta ondorio galtzea.

Isurketarako Baimena eman ondoren, honako kasu hauetan geratuko da bertan behera:

1. Isurketa eten orduko, urtebete baino gehiago eman badu.
2. Hondakin-urak sortarazten dituen jarduerarako udal lizentzia iraungi, baliorik gabe utzi edo ezeztatzen denean.

Baliorik gabe geratuko da Isurketarako Baimena baldin:

1. Erabiltzaileak Ordenantza honen edo Baimenean zehaz-turiko xedapenen araberako debekuak eta mugak hausten dituzten hondakin-uren isurketak egiten baditu, eta egin zaizkion ohar guztiengatik ere horretan segitzen badu.
2. Erabiltzaileak Isurketarako Baimenean edo Ordenantza honetan zehazturiko beste baldintza eta betebeharrak batzuk bete-tzen ez baditu, huts horien larriak edo errepikatzeak hala eskatzen badu.

Isurketarako Baimenaren iraungipenak edo ondorio galtzeak Estolda Sare Publikoan zuzeneko nahiz zeharkako isurketak egitea debekatzea dakar eta hondakina-urak sortarazten dituen jardura bertan behera geratuko da horrenbestez. Mankomuni-tatearen Elkarte Kudeatzailcaren beharrek aldarazten ahal izango ditu, erabiltzailearen kontura, isurketa horiek galeratzeko.

15. Artikulua. Arau-hausteak.

Arau-hausteak izango dira:

- a) Debekaturiko isurketak egitea.
- b) Isurketak Ordenantza honen 7.2 atalean edo, bat ez badatoz, Isurketarako Baimenean zehazturiko mugak hautsiz egitea.
- c) Ikuskatze, kontrol eta behatze lanak oztopatzea.
- d) Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailcaren isurketari buruz eskaturiko informazioa ez ematea edo ez ematen ahale-gintzea.
- e) Isurketarako Baimenean zehazturiko baldintzak ez betetzea.
- f) Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzailcari egoera arriskutsu edo larrien berri ez ematea.
- g) Titularitate-aldaketen berri ez ematea.
- h) Isurketan aldaketa koantitatiboak edo koantitatiboak eragingo dituzten jardura-aldaketen berri ez ematea.
- i) Oro har, Ordenantza honek zehazturikoa ez betetzea.

Honako mota hauekoak izango dira arau-hausteak:

1. Arinak:

— b), e) eta g) ataleko arau-hausteak, errepikatzen ez badira.

— i) ataleko arau-hausteak, azpiegiturari edo hirugarrenei 500.000 pezetatik gorako kalteak eragin ez zaizkienean.

— Notifikar a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, solicitando nueva Autorización de Vertido, cualquier alteración en su actividad que implique modificaciones superiores al 10% en el volumen de vertido o en cualquiera de los elementos conta-minantes.

Artículo 14. Caducidad y pérdida de efectos de la autori-zación de vertido.

Otorgada la Autorización de Vertido, se declarará su cadu-cidad en los casos siguientes:

1. Cuando cese el vertido por tiempo superior a un año.
2. Cuando caduque, se anule o revoque la licencia muni-cipal para el ejercicio de la actividad que genera las aguas resi-duales.

Se dejará sin efecto la Autorización de Vertido si:

1. El usuario efectúa vertidos de aguas residuales cuyas características incumplan las prohibiciones y las limitaciones de esta Ordenanza o aquellas específicas fijadas en la Autorización, persistiendo en ello pese a los requerimientos pertinentes.
2. El usuario incumple otras condiciones u obligaciones establecidas en la Autorización de Vertido o en esta Ordenanza, cuya gravedad o reiteración así lo justifique.

La caducidad o pérdida de efecto de la Autorización de Vertido implica la prohibición de realizar vertidos, directos o indirectos a la Red de Alcantarillado Pública y dará lugar a la clausura o cierre de la actividad que genera las aguas residuales, facultando a la Sociedad Gestora de la Mancomunidad para realizar a cargo del usuario las obras necesarias para impedir tales vertidos.

Artículo 15. Infracciones.

Se considerarán infracciones:

- a) Efectuar vertidos prohibidos.
- b) Realizar vertidos incumpliendo los límites establecidos en el apartado 7.2 de esta Ordenanza o los de la Autorización de Vertido en caso de que difieran.
- c) Dificultar las funciones de inspección, control y vigi-lancia.
- d) Negarse o resistirse a suministrar la información reque-rida por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad referente al vertido.
- e) Incumplir las condiciones establecidas en la Autoriza-ción de Vertido.
- f) No comunicar a la Sociedad Gestora de la Mancomu-nidad cualquier situación de peligro o emergencia.
- g) No notificar los cambios de titularidad.
- h) No comunicar cualquier alteración en la actividad que implique modificaciones cualitativas o cuantitativas en el vertido.
- i) En general, cualquier vulneración de lo establecido en esta Ordenanza.

Las infracciones se calificarán en:

1. Leves:

— Las infracciones de los apartados b), e) y g) cuando no existiese reincidencia.

— Las infracciones del apartado i) cuando no se hubieran producido daños en la infraestructura y/o a terceros superiores a 500.000 pesetas.

JRE

2. Larriak:

— c), d), f) eta h) ataletako arau-haustek.

— b), e) eta g) ataletako arau-haustek, errepikatu badira.

— i) ataleko arau-haustek, azpiegiturari edo hirugarrenei 500.001 eta 5.000.000 pezeta bitarteko kalteak eragin zaizkien.

3. Oso larriak:

— a) ataletako arau-haustea.

— c), d), f) eta h) ataletako arau-haustek, errepikatu badira.

— i) ataleko arau-haustek, azpiegiturari edo hirugarrenei 5.000.001 pezetatik gorako kalteak eragin zaizkien.

Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak kontsumoko prezioen indiziaren arabera eguneratuko du aipaturiko kalteen munta.

16. Artikulua. Zigorrak.

Honako zigor hauek ekarriko dituzte arau-haustek:

1. Isuna.

2. Isurketarako Baimena aldi batez bertan behera uztea.

3. Isurketarako Baimena betikoz bertan behera uztea, erabat edo neurri batean.

Honako hau izango da isunen munta:

— Arau-hauste arinak, 100.000 pezeta bitarte.

— Arau-hauste larriak, 100.001 eta 500.000 pezeta bitartean. Isurketarako Baimena aldi batez bertan behera geratu ahal izango da gainera, eta neurri honek bere horretan iraungo du zigorra ekarri duen hutsa zuzendu ez den bitartean.

— Arau-hauste oso larriak, 500.001 eta 5.000.000 pezeta bitartean. Isurketarako Baimena betikoz bertan behera geratu ahal izango da gainera.

Isurketarako Baimena aldi batez edo betikoz bertan behera utzaraziko duten zigorraren arabera, beharreko lanak egin beharko dira jarduera etete hori gauzatzeko. Erabiltzaileak obra horiek zehazturiko epean egiten ez baditu, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak berak bideratuko ditu erabiltzailearen kontura.

Ordenantza honetan ezarritakoari eginiko arau-haustek, eta aldi bereau ingurugiroarekiko babesarako araudia edo beste edozein araudi sektorialaren haustura denean, ahalmena duen organoak zigorretako du, araudi bereau ezarritakoaren arabera.

17. Artikulua. «Preskripzioak».

Ordenantza honetan adierazitako arau-haustek ondoko epe hauetan izango dute preskripzioa:

— Oso larriak diren arau-haustek 3 urtetara.

— Larriak diren arau-haustek 2 urtetara.

— Arinak diren arau-haustek 1 batetara.

18. Artikulua. Zigor-espedientearen hasia, bideratzea eta ebaztea.

Mankomunitatearen Lehendakariak du eginiko arau-hausteen zigor-espedientea hasi, bideratu eta ebazteko ahalmena.

2. Graves:

— Las infracciones de los apartados c), d), f) y h).

— Las infracciones de los apartados b), e) y g) cuando existiese reincidencia.

— Las infracciones del apartado i) cuando se produjeran daños en la infraestructura y/o a terceros entre 500.001 y 5.000.000 pesetas.

3. Muy graves:

— La infracción del apartado a).

— Las infracciones de los apartados c), d), f) y h) cuando existiese reincidencia.

— Las infracciones del apartado i) cuando se produjeran daños en la infraestructura y/o a terceros superiores a 5.000.001 pesetas.

La Sociedad Gestora de la Mancomunidad actualizará la cuantía de los daños indicados conforme al índice de precios al consumo.

Artículo 16. Sanciones.

Las infracciones darán lugar a las siguientes sanciones:

1. Multa.

2. Suspensión temporal de la Autorización de Vertido.

3. Suspensión definitiva, total o parcial de la Autorización de Vertido.

La cuantía de las multas será:

— Infracciones leves hasta 100.000 ptas.

— Infracciones graves, entre 100.001 y 500.000 ptas. Además pueden conllevar la suspensión temporal de la Autorización de Vertido, manteniéndose esta medida hasta que desaparezca la causa determinante de la sanción.

— Infracciones muy graves, entre 500.001 y 5.000.000 ptas. Además pueden conllevar la suspensión definitiva de la Autorización de Vertido.

Las sanciones que impliquen suspensión temporal o definitiva del Autorización de Vertido implicarán las obras necesarias para hacerla efectiva. Cuando el usuario no ejecute estas obras en el plazo otorgado, las mismas serán realizadas con cargo al usuario por la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

Las infracciones de lo dispuesto en la presente Ordenanza que vulneren asimismo lo dispuesto en la normativa específica sobre protección del Medio Ambiente o en cualquier otra normativa sectorial, se sancionarán por el órgano competente de conformidad con lo establecido en la misma.

Artículo 17. Prescripciones.

Las infracciones de lo dispuesto en esta Ordenanza prescribirán en los siguientes plazos.

— Las infracciones muy graves a los 3 años.

— Las infracciones graves a los 2 años.

— Las infracciones leves al año.

Artículo 18. Incoación, instrucción y resolución.

Corresponderá al Presidente de la Mancomunidad la competencia para la resolución del expediente sancionador por las infracciones cometidas.

Eginiko arau-haustea arriskuan jarri badu saneamendua sarearen azpiegitura, ustiakuntza ari diren langileen osasuna edo arazte prozesua, isurketa guztiak bertan behera gera daitezke agindu ahal izango da. Eskaera horri uko egin bazaio, bertan behera utzi ahal izango da denbora batez Isurketarako Baimena eta, halatan, beharreko lanak bideratu beharko dira neurri horren alde, zigor-espedienteak erabaki arte.

Artikulu honetan aurrez adierazitakoaz gainera, Mankomunitateak beste erakunde eskudun batzuei eskatu ahal izango die zigor-espedientei ekin diezaieten, baldin eta erakunde horiek indarrean dagoen legeriaren arabera horretarako esku aski badute.

19. Artikulua. Kalte-ordainak.

Kasuan kasuko zigorrez gainera, arau-hausleak sortarazitako desegokierak konpondu eta eragindako kalteak ordainduko ditu. Erakunde zigortzaileak zehaztuko ditu kalte-ordainen munta, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak hala eskatu ondoren.

ALDI-BATERAKO XEDAPENAK

Lehen.

Egun kolektorean isurtzen ari diren erabiltzaile guztiek eskuratu behar dute Isurketarako Baimena, ondoren zehazten diren epe eta baldintzen arabera, eta hauen ildotik moldatuko dituzte beren Estolda Sare Pribatuak eta merkataritza edo industria jarduerak Ordenantza honek eginiko zehaztapen guztietara.

Bigarren.

Egun 150 biztanle arruntek baino isurki-karga txikiagoa duten erabiltzaileek Isurketarako Baimena jasoko dute besterik gabe lehen erabilerarako udal lizentziarekin batera, gai toxiko, inhibitzaile edo erasokorrik isuri behar ez badute.

Hirugarrena.

Egun 150 biztanle arruntek baino isurki-karga handiagoa edo gai toxikoak, inhibitzaileak edo erasokorrak isuri behar duten erabiltzaileek Isurketarako Baimena eskatu beharko dute, erabiltzaile berri ororen antzera.

Eskaera Ordenantza hau indarrean hasi ondoko sei hilabeteko epearen barnean egingo dute eta beharreko dokumentuak eta proiektuak aurkeztuko dituzte eskaera-orriarekin batean.

Baimena eskuratu ahal izateko merkataritza edo industria prozesuak aldatu behar badira, Estolda Sare Pribatua moldatu behar bada edo hondakin-urak aurrez tratatu behar badira, honako epe hauek izango dituzte erabiltzaileak:

— Sei (6) hilabete Estolda Sare Pribatuan zailtasun tekniko apaleko aldatze edo moldatze lanak bideratu behar badira.

— Hamabi (12) hilabete, horrez gainera merkataritza edo industria prozesuak aldatu behar badira.

— Hogeita lau (24) hilabete, hondakin-urak aurrez tratatu behar badira.

Bideratu beharreko jardueren zailtasun-mailak eta kostuek hala eskatuz gero, Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak horiek guztiak aintzat hartu eta beharreko epea zehaztuko du horietako kasu bakoitzean, hogeita lau (24) hilabetetik gorakoa izan daitekeelako.

En caso de que la infracción cometida ponga en peligro la infraestructura de saneamiento, la salud del personal de explotación o el proceso de depuración, podrá ordenarse el cese inmediato de todos los vertidos. Si el requerimiento no fuese atendido, podrá así mismo acordarse la suspensión cautelar del Autorización de vertido y la realización de las obras precisas para hacerla efectiva, hasta que se resuelva el expediente sancionador.

Con independencia de lo anteriormente señalado en este artículo, la Mancomunidad podrá instar ante otros organismos competentes la incoación de expedientes sancionadores, en los casos en que tengan atribuida la competencia conforme a la legislación vigente.

Artículo 19. Reparación del daño e indemnización.

Sin perjuicio de la sanción que en cada caso proceda, el infractor deberá restituir los daños causados e indemnizar los perjuicios ocasionados. El importe de las indemnizaciones será fijado por el organismo sancionador, a propuesta de la Sociedad Gestora de la Mancomunidad.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Primera.

Todos los usuarios que vierten actualmente al colector deberán de obtener la Autorización de Vertido en los plazos y términos que a continuación se indican, acomodando dentro de los mismos sus Redes de Alcantarillado Privadas y sus procesos comerciales o industriales en lo que fuera necesario para cumplir las prescripciones de esta Ordenanza.

Segunda.

Los usuarios actualmente existentes con carga inferior a 150 habitantes equivalentes y que no viertan sustancias tóxicas, inhibidoras o agresivas, tendrán otorgado tácitamente la Autorización de Vertido en la licencia municipal de primera utilización.

Tercera.

Los usuarios actualmente existentes con carga mayor a 150 habitantes equivalentes o que viertan sustancias tóxicas, inhibidoras o agresivas, habrán de solicitar su Autorización de vertido, en los mismos términos que los nuevos usuarios.

La solicitud habrá de realizarse dentro de los seis meses siguientes a la entrada en vigor de esta Ordenanza, e irá acompañada de los documentos y proyectos correspondientes.

Si la concesión de la Autorización requiere la modificación de los procesos comerciales o industriales, la adaptación de las Red de Alcantarillado Privadas o la realización de pretratamientos de aguas residuales, se otorgarán al usuario los siguientes plazos:

— Seis (6) meses si se trata de trabajos de modificación o adaptación de la Red Privada de Alcantarillado de escasa complicación técnica.

— Doce meses (12) si requiere además alguna modificación en los procesos comerciales o industriales.

— Veinticuatro (24) meses si requiere la realización de pretratamiento de aguas residuales.

Si la complejidad y el costo de las actuaciones precisas así lo aconsejaren, la Sociedad Gestora de la Mancomunidad, en atención a las mismas, fijará en cada caso el plazo correspondiente, que podrá ser superior a veinticuatro (24) meses.

Laugarrena.

Erabiltzaileek aurreko atalen arabera zehazturiko epeetanez badituzte beren instalazioak eta Estolda Sare Pribatuak egokitu ez badituzte edo hondakin-urak Ordenantza honek aurrez ikusiriko konposizio eta ezaugarrietara moldatu ez badira, debekatu egingo da hondakin-urak Estolda Sare Publikoaren bidez isurtzea eta Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak berehala egingo ditu hondakin-ur horien isurtzea galerezako duten obrak.

XEDAPEN INDARGABETZAILEA

Indarrak gabe geratzen dira Mankomunitatearen Elkarte Kudeatzaileak eta Txingudiko Zerbitzuen Mankomunitatearen barneko udalek Ordenantza honek zehazturikoen aurka bideraturiko ekintza eta xedapen guztiak.

AZKEN XEDAPENA

Ordenantza hau Gipuzkoako ALDIZKARI OFIZIALEAN osorik argitaratu ondoko egunean hasiko da indarrean.

I. ERANSKINA

Txingudiko Zerbitzuen Mankomunitatearen Estolda Sarean egin beharreko isurketek ezartzen zaizkien muga-balioak.

1. Taula: Estolda Sare Publikoan egin beharreko isurketetan onartzen diren balio gorenak.

Parametroak	Unitateak	Onar. bal. max.
Qmax		Qmax + 3 Qmedio
pH	pH	5.5-9.5
Temperatura	° C	40
Color	Inapreciable en dilución	1 _ 100
Sólidos suspendidos	mg/l	800
Sólidos sedimentables	ml/l	20
DBO5	mg/l O2	1000
DQO	mg/l O2	2000
Aceites y grasas	mg/l	100
Detergentes	mg/l (lauril-sulfato)	10
Amonio	mg/l	40
Nitrogeno total (orgánico + amoniacal + NO ₂ + NO ₃)	mg N/l	100
Fosforo total mg	P/l	15
Cloruros	mg/l	1500
Fluoruros	mg/l	10
Sulfatos	mg/l	1000
Sulfuros	mg/l	2
Sulfitos	mg/l	5
Arsenico	mg/l	1
Bario	mg/l	20
Boro	mg/l	5
Cadmio	mg/l	0,2
Cromo (IV)	mg/l	1
Cromo	mg/l	4
Cobre	mg/l	2
Estaño	mg/l	5
Hierro	mg/l	25
Plomo	mg/l	1
Manganeso	mg/l	5
Mercurio	mg/l	0,05
Niquel	mg/l	4
Plata	mg/l	1
Selenio	mg/l	0,5

Cuarta.

Transcurridos los plazos señalados en los apartados anteriores sin que los usuarios hayan acomodado sus instalaciones y Redes Privadas de Alcantarillado, así como la composición y características de sus aguas residuales a lo previsto en esta Ordenanza, quedará prohibida la evacuación de aguas residuales por medio de la Red de Alcantarillado Pública, realizando la Sociedad Gestora de la Mancomunidad los trabajos necesarios para impedir materialmente el vertido de dichas aguas residuales.

DISPOSICION DERROGATORIA

Quedan derogados cuantos actos o disposiciones de la Sociedad Gestora de la Mancomunidad y de los ayuntamientos integrados en la Mancomunidad de Servicios de Txingudi que se opongan a lo establecido en esta Ordenanza.

DISPOSICION FINAL

La presente Ordenanza entrará en vigor a partir del día siguiente al de su publicación íntegra en el BOLETÍN OFICIAL de Gipuzkoa.

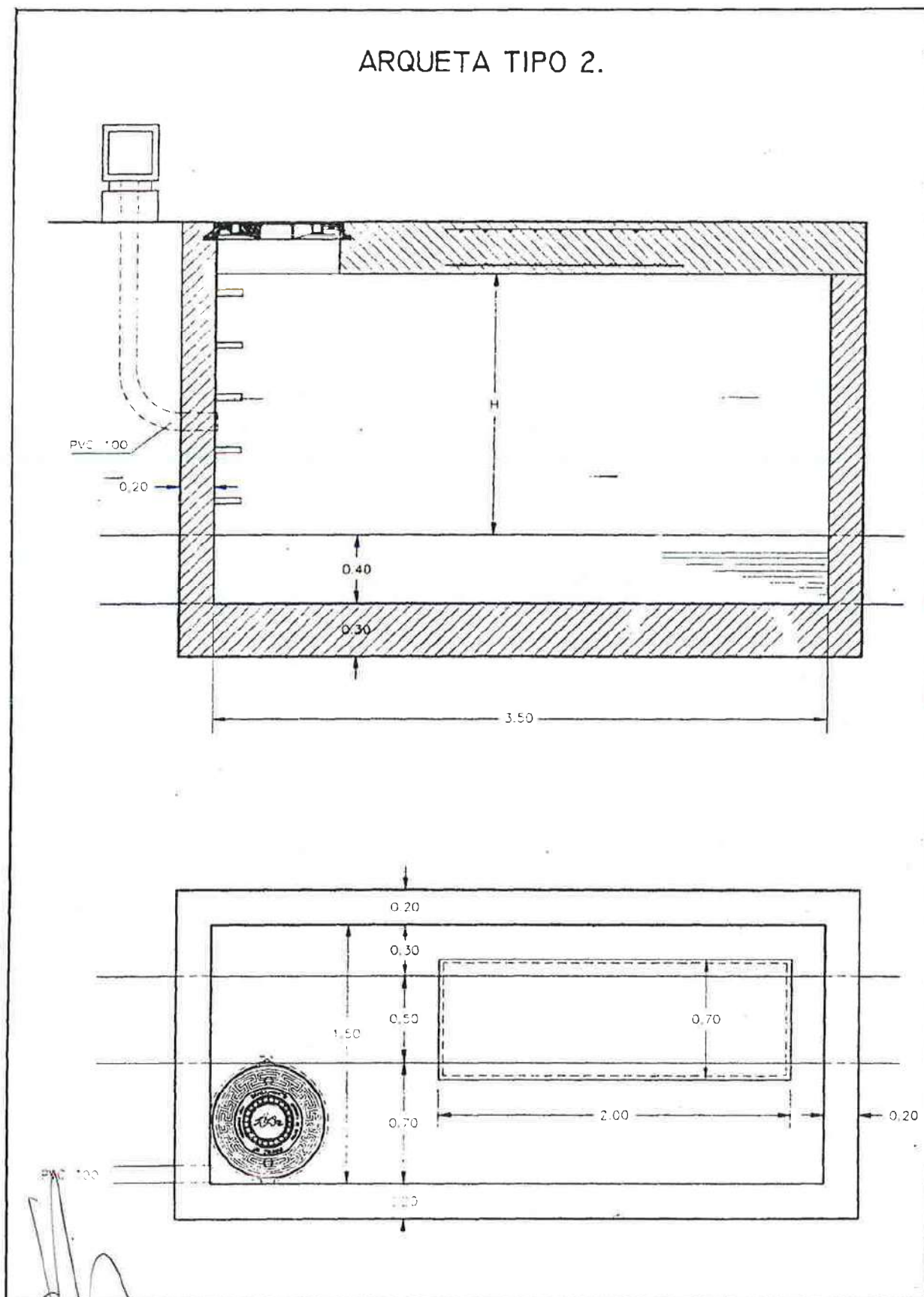
ANEXO I

Valores límites propuestos para los vertidos a la red de alcantarillado de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi.

Tabla 1: Valores máximos admisibles en los vertidos a la Red de Alcantarillado Pública.

Parámetro	Unidades	Valor máx. admis.
Qmax		Qmax + 3 Qmedio
pH	pH	5.5-9.5
Temperatura	° C	40
Color	Inapreciable en dilución	1 _ 100
Sólidos suspendidos	mg/l	800
Sólidos sedimentables	ml/l	20
DBO5	mg/l O2	1000
DQO	mg/l O2	2000
Aceites y grasas	mg/l	100
Detergentes	mg/l (lauril-sulfato)	10
Amonio	mg/l	40
Nitrogeno total (orgánico + amoniacal + NO ₂ + NO ₃)	mg N/l	100
Fosforo total mg	P/l	15
Cloruros	mg/l	1500
Fluoruros	mg/l	10
Sulfatos	mg/l	1000
Sulfuros	mg/l	2
Sulfitos	mg/l	5
Arsenico	mg/l	1
Bario	mg/l	20
Boro	mg/l	5
Cadmio	mg/l	0,2
Cromo (IV)	mg/l	1
Cromo	mg/l	4
Cobre	mg/l	2
Estaño	mg/l	5
Hierro	mg/l	25
Plomo	mg/l	1
Manganeso	mg/l	5
Mercurio	mg/l	0,05
Niquel	mg/l	4
Plata	mg/l	1
Selenio	mg/l	0,5

ARQUETA TIPO 2.



Hau guztia argitara ematen da, Gipuzkoako Toki Ogasunak Arautzen dituen 1989ko Uztailak 5eko 11/1989 Foru Arauaren 16.4 artikulua agintzen duen bezala, guztiok jakinaren gainean egon gaitezen eta agindu horretan adierazten diren gainerako eraginak izan ditzan.

Aipaturiko Foru Arau horren 18.1 artikulua xedaturikoaren arabera, interesatuek Administrazioarekiko Auzi-errekurtsoa aurkez dezakete, Euskadiko Zuzentza Auzitegi Gorenaren aurrean, aipaturiko tipoak, kuotak, tarifak eta Ordenantzak finkatzen eta aldatzen dituzten erabakien aurka, hauek guztiak Gipuzkoako ALDIZKARI OFIZIALEAN argitaratu ondoko lan-egunetik hasi eta bi hileko epean.

Halaz ere, eta aipaturiko arauak baimendu bezala, interesatu horiek nahi badute, eta Administrazioarekiko Auzi-errekurtsoa aurkeztu aurretik, erreklamazio bat aurkez dezakete Gipuzkoako Administrazio eta Ekonomia Foru Auzitegiaren aurrean, hauek guztiak Gipuzkoako ALDIZKARI OFIZIALEAN argitaratu ondoko lan-egunetik hasi eta hilabeteko epean.

Irun, 1997ko abenduak 17.—Francisco Buen Lacambra, Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatearen Lehendakariak.

(21)

(12253)

Todo ello se publica en cumplimiento de lo ordenado en el art. 16.4 de la Norma Foral 11/1989, de 5 de julio, Reguladora de las Haciendas Locales de Gipuzkoa, para general conocimiento y demás efectos previstos en el expresado precepto.

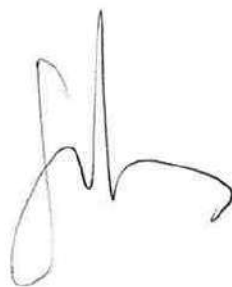
De conformidad con lo dispuesto en el art. 18.1 de la citada Norma Foral, contra los expresados aprobatorios de fijación y modificación de tipos, cuotas, tarifas y Ordenanzas, los interesados podrán interponer recurso Contencioso-Administrativo ante la correspondiente Sala del Tribunal Superior de Justicia del País Vasco en el plazo de dos meses contados a partir del día siguiente hábil al de su publicación en el BOLETIN OFICIAL de Gipuzkoa.

Ello no obstante y como autoriza el precepto citado, los referidos interesados podrán interponer, con carácter potestativo y previamente a la vía Contencioso-Administrativa, reclamación ante el Tribunal Económico Administrativo Foral de Gipuzkoa en el plazo de un mes contado a partir del siguiente día hábil al de la publicación en el BOLETIN OFICIAL de Gipuzkoa de las expresadas publicaciones.

Irun, a 17 de diciembre de 1997.—El Presidente de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi, Francisco Buen Lacambra.

(21)

(12253)



TRE

TXINGUDIKO ZERBITZU MANKOMUNITATEA

Iragarkia

Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatearen Batzarrak, 1998ko ekainaren 15ean eginiko bilkuran, honako erabaki hauek hartu zituen beharrezko gehiengo abtsolutuz:

«1. Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatearen Saneamendu Sarerako Isurkiei buruzko Ordenantzan aldaketak egitea, dokumentuan zehaztutakoaren arabera (Eranskina).

2. Espedientea jendaurreko informazio-tranitera eramatea hilabete bateko epean, dagokion iragarkia Gipuzkoako ALDIZKARI OFIZIALEAN argita emanez».

ERANSKINA

«Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatearen Saneamendu Sarerako Isurkiei Buruzko Ordenantzaren» testuan dauden **akatsen zuzenketa**.

Non: I. Eranskina, «1_100» dioen lekuan «1/100»x idatzi behar da.

Non: I. Eranskina, «Fósforo total mg ... P/l» dioen lekuan «Fósforo total ... mg P/l» idatzi behar da.

Non: I. Eranskina, «Cr(IV)» dioen lekuan «Cr(VI)» idatzi behar da.

Non: I. Eranskina, «AOX ... mg/l ...30» dioen lekuan «AOX ... mg/l ...0.3» idatzi behar da.

Irun, 1998ko **ekainak 22**.—Francisco Buen Lacambra, Txingudiko Zerbitzu Mankomunitateko Presidenteak.

(15)

(6228)

MANCOMUNIDAD DE SERVICIOS DE TXINGUDI

Anuncio

La Asamblea de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea, en sesión celebrada el día 15 de Junio de 1.998, acordó por la mayoría absoluta legal requerida:

«1. Modificar la Ordenanza de Vertidos a la Red de Saneamiento de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea, en el sentido que figura en el documento (Anexo).

2. Someter el expediente a información pública durante el plazo de un mes, publicando un anuncio en el BOLETIN OFICIAL de Gipuzkoa. En caso de que en dicho plazo no se presenten alegaciones, la Ordenanza se considerará aprobada definitivamente».

ANEXO

Corrección de erratas en el texto de la «Ordenanza de Vertidos a la Red de Saneamiento de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi - Txingudiko Zerbitzu Mankomunitatea».

Lugar: Anexo I, donde dice «1_100» debe decir «1/100».

Lugar: Anexo I, donde dice «Fósforo total mg P/l» debe decir «Fósforo total mg P/l».

Lugar: Anexo I, donde dice «Cr(IV)» debe decir «Cr(VI)».

Lugar: Anexo I, donde dice «AOX mg/l 30» debe decir «AOX mg/l 0.3».

Irun, a 22 de junio de 1998.—El Presidente de la Mancomunidad de Servicios de Txingudi, Francisco Buen Lacambra.

(15)

(6228)

